

## Conseil régional paneuropéen (CRPE), rapport d'activités 2015-2018

Le contexte général dans la région a continué à être caractérisé par l'incertitude et une pression croissante sur les syndicats et les droits des travailleurs et sociaux. Les principales activités du CRPE incluent les débats paneuropéens dans le cadre des réunions statutaires, les écoles d'été et les forums thématiques, le soutien à des activités ciblées au niveau sous-régional et les actions nationales en Europe du Sud-Est (ESE) et dans les nouveaux États indépendants (NEI), par le biais des bureaux régionaux de Sarajevo et de Moscou.

### Assemblée générale et Comité exécutif

Le [Comité exécutif du CRPE](#) (10 mars 2015, Bruxelles) a discuté des priorités dans le cadre des Nouveaux fronts de la CSI : chaînes d'approvisionnement mondiales, salaires minimums vitaux et formalisation du travail informel, éliminer l'esclavage et le travail forcé, la justice climatique et la transformation industrielle, et l'organisation d'activités de formation par la CSI. Les discussions ont également porté sur les politiques dans le cadre du Partenariat oriental de l'Union européenne.

En mai 2015, suite à son élection au poste de secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, Luca Visentini a pris la relève de Bernadette Segol en tant que secrétaire général du CRPE.

La [3<sup>e</sup> Assemblée générale](#) (15 décembre 2015, Bruxelles) a approuvé le rapport d'activités pour la période 2011-2015, débattu du programme pour la prochaine période et élu la nouvelle équipe de direction. Le programme est axé sur cinq domaines-clés : la paix, la démocratie et la stabilité en Europe ; la prochaine étape de la crise/de la transformation en Europe : le marché du travail, la politique sociale et les défis associés à la migration ; faire face à la hausse et à la multiplication des inégalités ; préserver les droits sociaux et du travail, un véritable dialogue social et la négociation collective – instruments pour la correction du marché, non pour la concurrence ; organisation et développement organisationnel – la façon d'accéder au vrai pouvoir.

L'Assemblée du CRPE a élu Irakli Petriashvili, président de la Confédération géorgienne des syndicats (GTUC), au poste de président du CRPE. Elle a aussi élu huit vice-président(e)s (Ana Maria Corral, UGT, Espagne, Erich Foglar, OeGB, Autriche, Marija Hanzevacki, NHS, Croatie, Nataliya Levitska, KVPU, Ukraine, Sattar Mehbaliev, AHK, Azerbaïdjan, Ellen Nygren, LO, Suède, Mikhail Shmakov, FNPR, Russie, Anna Wolanska, NSZZ Solidarnosc, Pologne), chargés de constituer une équipe de direction équilibrée et engagée, de guider la mise en œuvre du programme du CRPE et soutenir le président et le secrétaire général.

Le [Comité exécutif du CRPE](#) (Bruxelles, 21 mars 2016) est tombé d'accord sur les principales priorités pour les actions du CRPE en 2016 : la migration et les sociétés multinationales. Une attention particulière a été accordée aux attaques contre les syndicalistes en Turquie et au rétrécissement de l'espace démocratique dans ce pays, de même qu'à la Politique européenne de voisinage de l'UE et aux opportunités pour les syndicats d'y contribuer.

Le [Comité exécutif du CRPE](#) (Bruxelles, 19 avril 2017) a débattu sur un éventail de thèmes, dont la migration, les chaînes d'approvisionnement, la situation des droits syndicaux dans certains

pays européens, le processus d'élaboration des normes relatives à la violence au travail et les politiques du Partenariat oriental européen.

Le [Comité exécutif du CRPE](#) (Bruxelles, 6 mars 2018) était centré sur la divergence en matière salariale, fomentée par les modèles d'organisation des entreprises et de la production tels que pratiqués par les entreprises multinationales et certains gouvernements, qui créent des « incitations exceptionnelles » pour que les entreprises délocalisent leur production vers les pays d'Europe orientale. Au terme d'un débat sur la situation des droits syndicaux en Ukraine, en Russie, au Bélarus, au Kazakhstan et dans plusieurs autres pays, le Comité exécutif du CRPE a reconnu l'extrême dégradation de la situation au Kazakhstan et les défis auxquels se trouve confronté le mouvement syndical dans la région. Le Comité a également discuté des politiques du Partenariat oriental révisé de l'Union européenne et de la stratégie pour les Balkans occidentaux.

### **Comité des femmes**

La Conférence des femmes du CRPE se tient tous les quatre ans et élit le Comité des femmes du CRPE pour un mandat de quatre ans. Le [quatrième Comité des femmes du CRPE](#) a été élu à Tbilissi, Géorgie, le 20 octobre 2016. Son programme a pour axes prioritaires la promotion du traitement égal et la lutte pour l'élimination de l'écart hommes-femmes en matière de rémunération et de retraite, la nécessité de relever les défis liés à l'équilibre vie professionnelle-vie privée, la campagne pour le droit à un salaire vital décent couvrant les besoins de base, les femmes aux postes décisionnels syndicaux à tous les niveaux et la lutte contre la violence au travail.

Le Comité des femmes se réunit deux fois par an. D'autre part, il organise des activités et des forums spécifiques, tels que l'École internationale des femmes ou des réunions thématiques prioritaires, comme par exemple : [La campagne Comptez avec nous !](#) (Bruxelles, 5-6 novembre 2015), les [Femmes dans l'économie informelle](#) (Kobuleti, 15-17 septembre 2015), la [Lutte contre la violence](#) (Budapest, 23-25 mai 2017).

Le programme de l'[École internationale des femmes du CRPE](#) (Jahorina, Bosnie-Herzégovine, 26-27 septembre 2018) était centré sur la campagne pour l'élimination de la violence et du harcèlement à l'égard des femmes et des hommes au travail, la campagne de pression pour une Convention, complétée d'une Recommandation, de l'OIT s'attaquant à l'écart hommes-femmes en matière de salaires et de retraite.

Les réunions de jeunes femmes à [Tallinn](#) (15-16 octobre 2014) et [Berlin](#) (20-21 juin 2018) ont débattu des stratégies et politiques syndicales actuelles en réponse aux problèmes qu'affrontent les femmes et, plus particulièrement, les jeunes femmes, dans le monde du travail.

### **Comité des jeunes**

La Conférence des jeunes du CRPE se réunit tous les deux ans. Elle élit le Comité des jeunes du CRPE pour un mandat de deux ans. La [Conférence de Athènes](#), 18-19 novembre 2015, était centrée sur les thèmes Construire le pouvoir des travailleurs et la syndicalisation des jeunes travailleurs. La [Conférence de Baku](#), 6-7 novembre 2017, a débattu sur les thèmes du chômage des jeunes et l'avenir du travail.

Le Comité des jeunes du CRPE se réunit deux fois par an. Les discussions thématiques mises en œuvre par le Comité des jeunes ont inclus [L'emploi des jeunes et l'avenir du travail](#) (Baku,

8-9 septembre 2016), [La communication et les campagnes syndicales](#) (Baku, 29-31 septembre 2015), Démocratie et liberté syndicale (Bratislava, 26-27 septembre 2018).

Une [brochure spéciale](#) a été préparée par le Comité des jeunes, portant sur les pratiques du travail des jeunes membres du mouvement syndical.

Le Comité des jeunes apporte son expertise dans le cadre des activités des jeunes aux échelons sous-régional et national, notamment à travers les réseaux de jeunes (ex. en Asie centrale).

### **L'École d'été du CRPE**

L'École d'été du CRPE fait office de plateforme de débat syndicale paneuropéenne basée sur des thématiques spécifiques. Elle est organisée annuellement.

En 2014, l'École d'été (Bratislava, 6-7 octobre) a discuté des résultats du 3<sup>e</sup> Congrès mondial de la CSI, y compris le programme Renforcer le pouvoir des travailleurs, et ses piliers centraux, à savoir la réalisation des droits, la syndicalisation et des emplois durables. Les dirigeants syndicaux ont lancé un appel en faveur d'un dialogue social fort et d'institutions robustes en tant que conditions préalables de la croissance du mouvement syndical.

En [2015](#) (Tbilissi, 19-21 octobre), l'ordre du jour était centré sur l'élaboration du document de programme du CRPE, lequel a par la suite été adopté à l'Assemblée générale du CRPE en décembre 2015.

En [2016](#) (Francfort, 26-28 septembre 2016), l'ordre du jour était centré sur les processus migratoires en Europe, dans le contexte de la crise des réfugiés et des défis démographiques et économiques. Une attention plus particulière a été accordée aux conséquences pour les travailleurs et leurs familles, aux initiatives syndicales visant l'intégration et la protection des travailleurs migrants, de même qu'à la lutte contre la discrimination, le dumping social et les abus basés sur la nature transnationale du recrutement.

En [2017](#), les débats ont porté sur le thème « *Salaires équitables : combler la brèche fiscale, sociale et salariale* » (Rönneberga, Suède, 18-20 septembre 2017), politiques et actions syndicales pour parvenir à des salaires décents au niveau national, soutien aux campagnes « *Halte à la cupidité des entreprises* » de la CSI et « *L'Europe a besoin d'une hausse des salaires* » de la CES, en identifiant les écarts salariaux existants et en partageant les expériences sur les mesures prises par les syndicats pour les combler.

L'École d'été [2018](#) du CRPE (Sarajevo, 11-13 septembre) a débattu de la montée des forces politiques d'extrême droite, radicales et populistes. Les débats ont également porté sur le démantèlement des institutions de protection sociale résultant des mesures d'austérité, et les sentiments d'insécurité et de désillusion que celle-ci éveille chez une majorité de la population. Les défis liés à l'intégration des migrants – tant les migrants économiques que le réfugiés – au sein des communautés et l'instigation par certains politiciens de comportements xénophobes, surtout chez les jeunes, ont également été débattus. Une attention toute particulière a été accordée au rétrécissement de l'espace démocratique en Hongrie et en Pologne, de même qu'aux attaques contre la liberté syndicale dans plusieurs pays européens.

### **Conférence internationale du travail**

Le CRPE coordonne les consultations régionales et la préparation des cas de pays pour la Commission de l'application des normes (CAN) de la Conférence internationale du travail. Les réunions préparatoires se sont déroulées à [Athènes](#) (2015), [Lisbonne](#) (2016), [Belgrade](#) (2017) et [Bucarest](#) (2018). Plusieurs pays (Belarus, Kazakhstan, Turquie et Ukraine, entre autres) ont systématiquement figuré au centre des discussions de la CAN au cours des dernières années, attestant d'une dégradation notable des droits syndicaux au niveau national mais aussi régional.

### **Activités en réseau ESE et NEI**

Le CRPE a continué à soutenir les réunions d'experts syndicaux des sous-régions ESE et NEI. Ceci a été rendu possible grâce au concours de Union2Union et de l'ACTRAV. Les questions d'intérêt commun en particulier, notamment dans le domaine juridique (normative OIT et UE, mécanismes de supervision, différends collectifs de travail, inspection du travail, réformes des retraites, etc.), économique (salaires, régimes fiscaux, différends collectifs de travail, réformes des retraites, institutions financières internationales etc.), de la santé et la sécurité des travailleurs (politiques de prévention, changement climatique, cancer au travail, risques psychologiques etc.) et des communication (campagnes syndicales, communication interne et externe, réseaux sociaux dans le cadre du travail syndical etc.) ont été abordées. Le CRPE, en coopération avec l'ACTRAV (et d'autres OSS), a contribué à diverses réunions / consultations syndicales (sous-)régionales : sur les Objectifs de développement durable (Chisinau, octobre 2018), l'avenir du travail (Baku, septembre 2017), la transition de l'économie informelle à l'économie formelle (Douchanbé, octobre 2018, Dubrovnik, octobre 2014, Monténégro, mai 2015 et 2017), la paix et la résilience (Cholpan-Ata, juillet 2018), le travail des enfants et le travail forcé (Cholpan-Ata, juillet 2017), les politiques de formation des salaires (Chisinau, mai 2017), la liberté syndicale (mars 2018), les normes internationales du travail (Vilnius, avril 2018), la migration (mai 2016) et les Institutions financières internationales (Bruxelles, novembre 2014).

### **Consultations avec la société civile**

Le CRPE prend part à des plates-formes de la société civile et à des groupes consultatifs nationaux dans le cadre des accords d'association et de libre-échange complet et approfondi entre l'UE et la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, de même qu'aux consultations sur la diligence raisonnable organisées par la BERD et la BEI. Il participe également au Forum de la société civile du Partenariat oriental. La Politique européenne de voisinage et les politiques dans le cadre du Partenariat oriental sont débattues avec les institutions européennes respectives dans le cadre des réunions du Comité exécutif ou d'activités organisées spécialement (ex. [Bruxelles](#), 20-22 mai 2015).

### **Justice climatique et transformation industrielle**

Les réseaux SST des NEI et d'ESE ont lancé des discussions sur la justice climatique et la transformation industrielle. Le processus de consultation sur l'avenir du travail, mené en coopération avec ACTRAV, a fourni une plateforme de débat supplémentaire (Baku, septembre 2017, Chisinau, octobre 2018), de même que le processus de consultation de la CEE-ONU sur les Objectifs de développement durable (mars 2017, 2018). Le CRPE contribue également aux activités connexes des affiliés sur l'avenir du travail.

### **Bridier le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement**

Les actions menées conjointement avec la campagne « *L'Europe a besoin d'une hausse des salaires* » ont obtenu un soutien vigoureux des syndicalistes en Europe centrale et orientale et mis en exergue la discrimination entre les filiales occidentales et orientales des mêmes EMN et la nécessité impérieuse d'une convergence haussière des salaires dans l'Union européenne et

au-delà (Bratislava, septembre 2017, Sofia, juin 2018). Des discussions spécifiques sur la formation des salaires ont également eu lieu dans les sous-régions NEI et ESE. Diverses discussions nationales se sont penchées sur les défis spécifiques auxquels s'affrontent les systèmes de protection sociale (ex. Géorgie, Moldavie, Ukraine, Serbie...).

### **Éliminer l'esclavage**

Le CRPE continue d'œuvrer aux côtés de la Fédération des syndicats d'Ouzbékistan à l'élimination des pratiques relevant du travail forcé et l'application des normes du travail internationales. Il a participé au suivi des développements dans le cadre de la Coupe du monde FIFA 2018, à la suite d'une campagne couronnée de succès qui visait à mettre fin aux exemptions au code du travail dans le secteur de la construction en Russie.

### **Pays à risque**

Le CRPE soutient les affiliés qui s'affrontent à des attaques contre les droits syndicaux. Il a élaboré des déclarations conjointes avec la CES/la TUAC à l'intention des institutions européennes et de l'OCDE. Il donne de la visibilité aux cas de violations en lançant des campagnes spécifiques (ex. Kazakhstan et Belarus), en préparant l'envoi de missions dans les pays concernés, chargées de soulever les préoccupations avec les gouvernements concernés (Kazakhstan, Belarus, Ukraine, Ouzbékistan, Turquie), apporte son assistance dans le cadre de l'élaboration de plaintes formelles à l'OIT (Belarus, Kazakhstan, Monténégro, Roumanie, Ukraine) et anime les cliniques juridiques de la CSI (Ukraine, Roumanie). Des conseils juridiques et politiques sont fournis avec le soutien de la CSI, de la CES et de l'European Trade Union Institute, en réponse aux cas et demandes émanant des membres concernant les cadres juridiques, les systèmes de relations du travail et les initiatives syndicales et connexes. [L'inquiétude croissante](#) concernant la perte d'autonomie des inspections du travail dans la région NEI a été à l'origine du lancement d'une campagne syndicale autour de cette problématique).

### **Cohérence mondiale et développement**

Conjointement avec la CES, le CRPE assure le suivi des plates-formes de la société civile et des groupes consultatifs nationaux sur les accords d'association et de libre-échange complet et approfondi entre l'UE et la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.

Le CRPE contribue aux apports de la société civile aux discussions de la CEE-ONU sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Il contribue également au processus du Forum européen sur les politiques de développement, aux consultations de l'ACTRAV sur les ODD et l'avenir du travail et aux réunions annuelles des Institutions financières internationales.

La [Conférence régionale tripartite de haut niveau](#) sur la fiscalité, l'informalité et la corruption dans les Balkans occidentaux (Sarajevo, 9 novembre 2015) est venue boucler un projet de trois ans mené avec le concours de LO-Norvège, qui a inclus une analyse nationale et régionale et des forums d'élaboration de politiques. Un rapport comparatif a été publié au début de 2016 sur la base des résultats de la conférence.

### **Gouvernance mondiale en matière de migration**

Conformément à la résolution 2017 du Comité exécutif du CRPE, l'échange de pratiques sur l'intégration et la protection des travailleurs migrants s'est poursuivi. Ceci a été accompli en promouvant des réunions bilatérales, en participant à des activités spécifiques et en soutenant le réseau MigrantNet de la CES.

### **Comptez avec nous !**

La campagne « *Comptez avec nous !* » a été signée par 22 organisations européennes et ce nombre ne cesse d'augmenter. Le Comité des femmes mène des échanges et des campagnes

sur l'économie des soins, la violence sexiste, l'écart salarial hommes-femmes et l'autonomisation des femmes dans les syndicats et la société. Un soutien est fourni aux affiliés engagés dans des campagnes nationales (ex. en Géorgie, en Moldavie, en Albanie, en Serbie et en Russie).

**Organisation**

Les Académies d'organisation annuelles pour la région CRPE ont été centrées principalement sur les jeunes activistes (Varsovie 2015, Tbilissi 2016, Zagreb 2017, Sarajevo 2018). Elles ont bénéficié du soutien de la Fondation Friedrich Ebert (FES) et de l'Académie d'organisation mondiale. Une [brochure](#) des meilleures pratiques en matière d'organisation a été préparée et publiée en langue russe.

**Financement**

Les activités du CRPE bénéficient du soutien de la FES, d'ACTRAV, de Union2Union, ainsi que de la Confédération européenne des syndicats, du European Trade Union Institute et de divers affiliés (y compris des contributions en nature).